

CERTAINS VEULENT LA DESCENDRE
NOUS, ON LA DÉFEND !

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Montreuil, le 15 octobre 2018

RÉFORME FERROVIAIRE



CRÉATION D'UN COMITÉ DE VIGILANCE FERROVIAIRE

Pour convaincre l'opinion publique qui soutenait largement les cheminots, la majorité présidentielle a multiplié les déclarations mensongères sur les vertus des mesures imposées par le « pacte ferroviaire » : baisse des prix et amélioration de la qualité de service grâce à la concurrence, plus de trains en circulation, « lignes de proximité » qui ne seraient plus menacées, question du financement du système qui serait réglée.

C'est maintenant l'heure de vérité.

CONTACT
SERVICE PRESSE
COMMUNICATION
Cédric ROBERT
Tél : 01 55 82 84 32
com@cheminotcgt.fr

Le Gouvernement a multiplié les promesses auprès de la population. Aujourd'hui, il compte sur la retombée de l'attention médiatique pour mettre en œuvre des mesures inverses comme la hausse des prix, un abandon massif des lignes secondaires, et un recul généralisé du service public.

Le Gouvernement et la direction de la SNCF veulent mettre un couvercle sur le conflit du printemps contre le pacte ferroviaire et avancer sur leur stratégie de casse de l'outil public SNCF.

Pour la Fédération CGT des cheminots, il semble indispensable que chaque annonce qui va dans le mauvais sens soit dénoncée et que l'on mette l'Etat et la SNCF face à leurs promesses et leurs contradictions pour alerter, informer et mobiliser les cheminots, les usagers et plus globalement la population.

Oui, nous pensons que cette loi ne doit pas s'appliquer et que d'autres choix sont possibles, comme le prouve notre projet *Ensemble pour le fer*, remis au Premier ministre en 13 mars dernier.

C'est pourquoi nous avons sollicité l'ensemble des forces politiques de gauche, les associations d'usagers et de consommateurs, au niveau national, afin de créer un comité de vigilance citoyenne pour le service public ferroviaire.

Le 03 octobre dernier, une première réunion de travail s'est tenue au siège de la Fédération CGT des cheminots, à Montreuil.

Les forces politiques : PCF, Gauche Démocratique et Sociale, EELV, Ensemble!, Génération-s, France Insoumise, NPA, PCOF, PS, République et Socialisme ainsi que de nombreuses associations d'usagers et de consommateurs, des économistes ont d'ores et déjà décidé de créer un :

**« Comité de Vigilance Citoyenne
pour le service public ferroviaire ».**

Nous ne pouvons pas laisser le Gouvernement et la Direction SNCF œuvrer dans l'ombre, en imposant des mesures irréversibles et qui fragiliseront durablement le mode ferroviaire.

OUI, définitivement, la bataille pour le rail public se poursuit !

